



APPEL À MANIFESTATIONS D'INTÉRÊT

N° 003/25 AMI/MINEPAT/PSRDREN/RPMGC/2025 du 05 SEPT 2025

pour la pré qualification des institutions financières pour la mise en place des
mécanismes de financement des initiatives socio-économiques des femmes et des
jeunes du Programme CAP2E

Nom du Pays :	Cameroun
Nom du Projet :	Programme Spécial de Reconstruction et de Développement de la Région de l'Extrême-Nord (PSRDREN)
Intitulé de la mission du Consultant :	Pré-qualification des institutions financières pour la mise en place des mécanismes de financement des initiatives socio-économiques des femmes et des jeunes du Programme CAP2E.

09 SEPT 2025



1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Le Gouvernement a fait de l'emploi et de l'insertion des jeunes un des piliers prioritaires de la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND30). La SND30 vise, entre autres, la transformation Structurale de l'Economie et le développement du capital humain et du bien-être. Dans ce cadre, le Gouvernement a aussi établi un programme pour l'Aménagement territorial et la Promotion du secteur privé dans la Région de l'Extrême-Nord, dotée depuis Septembre 2019 du statut spécial de zone économique sinistré. Le Gouvernement est par ailleurs engagé dans la stratégie de développer au niveau régional pour la stabilisation, le relèvement de la résilience des zones affectées par Boko Haram au lac Tchad (SR-SRR).

Pour accélérer le développement de la Région de l'Extrême-Nord, le Programme Spécial de Reconstruction et de Développement de la Région de l'Extrême-Nord (PSRDREN) est mis sur pied, avec pour objectif d'assurer le relèvement socio-économique pour une paix durable dans la Région. Sa mise en place a été décidée par le Président de la République. Le coût global du PSRDREN s'élève à 1 822 milliards de FCFA. Il se décline en quatre composantes : la composante reconstruction, la composante développement des infrastructures, la composante d'appui aux activités socio-économiques et adaptation aux changements climatiques et la composante gouvernance.

Dans le cadre de la mise en œuvre de ce Programme l'Unité de Coordination du PSRDREN a entrepris avec la BAD la préparation du Programme « Bâtir les Capacités et les Compétences pour l'Employabilité et l'Entrepreneuriat dans la Région de l'Extrême-Nord du Cameroun » (CAP2E).

Le CAP2E vise à contribuer à la transformation et à la résilience socio-économique et climatique de la Région de l'Extrême-Nord du Cameroun. Il se concentre sur trois domaines clés :

- Le renforcement des établissements de formation technique et professionnelle pour améliorer l'employabilité des jeunes ;
- Le soutien à l'entrepreneuriat et à la création d'emplois, en particulier pour les femmes et les jeunes ;
- La mise à niveau des infrastructures sociales de base, résilientes au changement climatique.

Il convient de relever que, la deuxième composante du CAP2E sera axée sur les programmes START jeunes (jeunes porteurs d'idées de création d'entreprises ou désireux de se formaliser sélectionnés sur la base d'appels à candidature), et START femmes (femmes porteuses de projet ou désireuses de se formaliser sélectionnées sur la base d'appels à candidature) ainsi que, le programme BOOSTER (accélérateur de développement des petites entreprises) qui seront sélectionnées sur la base d'un appel à candidatures.

Malgré leur rôle essentiel dans les dynamiques locales de production et de subsistance, ces catégories de population demeurent, en effet, marginalisées au sein des dispositifs classiques d'appui à l'entrepreneuriat. Le déficit structurel d'accès aux financements constitue, à ce titre, un frein majeur à l'émergence de leur plein potentiel économique, en raison d'obstacles multiformes d'ordre structurel, institutionnel et socioculturel.

Dans cette optique, la mise en place de mécanismes de financement inclusifs en faveur des femmes et des jeunes dans la région de l'Extrême-Nord est susceptible d'engendrer une transformation économique, sociale et sécuritaire durable. À cet effet, il est prévu l'octroi de financements à travers des institutions financières partenaires, sous deux formes principales : des lignes de crédit d'une part, et des subventions d'autre part.

S'agissant des subventions, celles-ci seront mises en œuvre dans le cadre du parcours «START» pour un montant plafond de quatre millions (4 000 000) FCFA, et permettront de soutenir 400 jeunes et 500 femmes.



femmes porteurs d'initiatives entrepreneuriales ou souhaitant formaliser leurs activités. Ce soutien sera conditionné à la présentation et à l'approbation préalable d'un plan d'affaires ainsi que d'un plan de décaissement.

Par ailleurs, le parcours « Survie/Booster », également dénommé « Accélérateur de développement », prévoit l'octroi de microcrédits à taux zéro, d'un montant global de quarante millions (40 000 000) FCFA. Ces crédits seront gérés par une institution financière locale ayant conclu un accord avec le Programme. Le financement, accordé sur la base d'un plan d'investissement et d'un plan de décaissement validés, couvrira notamment :

- les projets d'extension d'activité ;
- les démarches de prospection de nouveaux marchés ;
- les besoins en fonds de roulement.

Ce dispositif s'adresse à 500 très petites et petites entreprises (TPE/PME) sélectionnées à l'issue d'un appel à candidatures. Pour la mise en œuvre de cette composante 2, il est envisagé de procéder à la sélection d'une institution financière partenaire du Programme. Les présents termes de référence ont pour objet de définir les modalités, critères et procédures encadrant le processus de sélection des institutions financières partenaires.

Les présents Termes de références détaille le processus de sélection ainsi que les missions des institutions qui vont accompagner le programme CAP2E pour la mise en place des mécanismes de financement des initiatives socio-économiques des femmes et des jeunes.

2. OBJET

2.1. Objectif global

L'objectif général de cette opération est de sélectionner des institutions financières capable de mettre en œuvre et suivre le mécanisme de financement durable et inclusif destiné aux jeunes et femmes porteurs d'idées de création d'entreprises ou en phase de formalisation (programmes START jeunes et START femmes) et aux entrepreneurs installés et intéressés à développer leurs activités (programme BOOSTER) de la région de l'Extrême-Nord.

2.2. Objectifs spécifiques

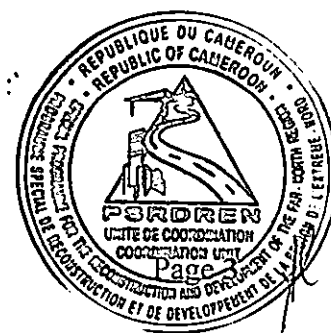
De manière spécifique, il s'agit pour l'Institution Financière sélectionnée de :

- mettre en œuvre le mécanisme de financement accessible et adapté aux besoins spécifiques du contexte local tel que prévu par l'Accord de prêt ;
- suivre l'utilisation des fonds accordés aux bénéficiaires ;
- Procéder au recouvrement des prêts accordés aux bénéficiaires.

3. PARTICIPATION ET ORIGINE

L'institution financière à sélectionner devra répondre aux caractéristiques suivantes :

- Avoir un capital détenu au moins à 10% par des nationaux ;



- Avoir une présence opérationnelle dans la région l'Extrême-Nord avec au moins une agence par département (six) ;
- Avoir un partenariat avec un Emetteur de Monnaie électronique serait un atout.

4. FINANCEMENT

L'activité est financée par le Budget du CAP2E pour l'exercice 2025.

5. COMPOSITION DU DOSSIER

Les candidats à cet appel à manifestation d'intérêt devront fournir en six (06) exemplaires, dont un (un) original et cinq (05) copies marquées comme tel ainsi que les pièces ci-après :

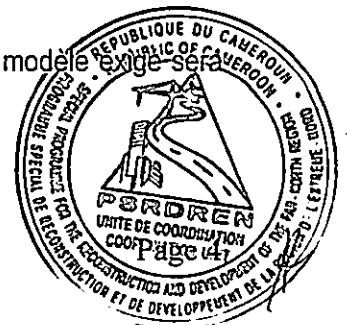
Volume 1 : les pièces administratives

Le dossier administratif contiendra les documents ci-après :

- la lettre de motivation timbrées, datée et signée par le soumissionnaire (voir le modèle) ;
- la procuration donnant pouvoir en cas de groupement d'entreprises ;
- l'accord de groupement notarié, signé entre les membres du groupement attestant que tous les membres de ce groupement sont responsables solidairement de la soumission et si celle-ci est retenue, de l'exécution du Marché (le cas échéant) ;
- l'attestation d'immatriculation timbrée ;
- l'attestation de conformité fiscale timbrée ;
- l'attestation de non faillite timbrée, délivrée par les Greffes du Tribunal de Première Instance du domicile du Soumissionnaire;
- la copie certifiée par les services du greffe du Registre de Commerce ;
- l'attestation et un plan de localisation signé sur l'honneur par le soumissionnaire ;
- l'Attestation de non exclusion des Marchés Publics par l'ARMP ;
- l'attestation délivrée par la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale certifiant que le soumissionnaire a satisfait à ses obligations sociales vis-à-vis de ladite caisse ;
- l'attestation de domiciliation bancaire du soumissionnaire, délivrée par un établissement bancaire ou organisme habilité par le Ministre en charge des Finances du Cameroun ;
- numéro d'inscription au registre spécial du Comité National Economique et Financier (CNEF) ;
- les Termes de Référence, paraphé sur chaque page, et avec, à la fin du document, la date, la signature et le cachet du Soumissionnaire.

NB :

- en cas de groupement, les deux entreprises doivent produire chacune les pièces administratives énumérées ci-dessus à l'exception des pièces A, H et K qui seront produit uniquement par le mandataire et les autres pièces quant à elles seront produite par tous les membres du groupement.
- les justifications administratives ci-dessus doivent dater de moins de trois (03) mois à la date limite de remise des offres.
- toute soumission non accompagnée des pièces ci-dessus et non conforme au modèle exigé sera rejetée.



la production d'une pièce falsifiée ou d'une information erronée entraînera le rejet immédiat de l'offre.

Volume 2 : le dossier technique

Le dossier technique devra comprendre :

- une note synthétique descriptive de trois pages maximum (caractéristiques majeures, acteurs, part de marché, couverture territoriale et autres indicateurs pertinents) ;
- des documents justifiant des expériences similaires dans la mise en œuvre de ce type de dispositifs ;
- une note méthodologique de déploiement pour la mise en œuvre de ce dispositif, avec un accent notamment sur : (i) les propositions de bonification des taux d'intérêt ; (ii) la couverture territoriale ; (iii) les modalités internes à mettre en œuvre ; (iv) les types et niveaux d'apports personnels des bénéficiaires ; (v) une/des proposition(s) d'accompagnement financier des bénéficiaires retenus dans le cadre de ce programme CAP2E ; (vi) les modalités/mécanismes de recouvrement des crédits ; (vii) les garanties usuelles et alternatives.

6. CRITÈRES D'ÉVALUATION

a) Les critères d'éligibilité

- démontrer que la structure est légalement établie et reconnue par les instances de régulation de son secteur.
- soumettre un dossier administratif complet et conforme ;
- soumettre des documents non falsifiés, dans le dossier de candidature ;
- préciser les dispositions d'accompagnement non financier des bénéficiaires par les Organisations Intermédiaires (OI) ;
- soumettre le numéro d'inscription au registre spécial du Comité National Economique et Financier (CNEF) ;
- avoir une note technique supérieure ou égale à 70/100.

b) Les critères de sélection

L'évaluation des offres techniques sera faite sur la base des critères ci-dessous :

- ✓ Proposition de taux d'intérêt bonifié (20 points) ;
- ✓ Délais de traitement des demandes de crédit des bénéficiaires (10 points) ;
- ✓ Expérience (20 points)

Une expérience avérée dans le domaine de l'inclusion financière de plus de 10 ans (en tant que prestataire de services financiers, prestataires techniques et financiers) est requise. Il sera question de :

- démontrer la connaissance de la problématique du secteur et des acteurs clés (prestataires de services financiers, prestataires techniques (PTF), clientèle et bénéficiaires) ;
 - présenter les références des précédentes expériences similaires dans le suivi et la gestion d'une ligne de crédit au cours des cinq dernières années pour le financement des TPE, PE et accessoirement PME, et si possible dans l'accompagnement de projets à fort impact sur les populations, l'autonomisation des jeunes et des femmes ;
 - démontrer la capacité à gérer de tels projets ainsi que des preuves des expériences précédentes : contrats, bons d'exécution, références.
- ✓ Solidité de l'institution



L'institution financière devra présenter des éléments probants attestant de sa solidité financière et technique, notamment :

- le nombre d'années d'expériences ;
- les états financiers des 03 derniers exercices comptables certifiés sans réserve par le commissaire aux comptes.

✓ **Méthodologie adaptée (20 points)**

Une note méthodologique faisant état de la compréhension du mandat de cette mission, assortie d'un plan de travail accompagné d'indicateurs de suivi de l'avancée du projet devra être soumise en ressortant clairement :

- les missions et objectifs de l'institution financière ;
- la compréhension des objectifs et la description de la stratégie du projet;
- calendrier de mise en œuvre du projet (jalons et livrables : rapports d'activités).

La méthodologie devra mentionner de manière claire les éléments suivants :

- les délais nécessaires au déploiement du mécanisme à la suite de la signature de la convention;
- la description de l'organisation qui sera mise en place en interne (ainsi que les rôles et responsabilités) pour la couverture territoriale et la mise en œuvre du projet ;
- les délais de traitement des demandes de crédit.

✓ **Inclusion numérique (15 points)**

Deux indicateurs de mesure de l'inclusion numérique devront être précisés, notamment :

- l'existence d'un dispositif numérique utilisé par l'institution financière pour atteindre un grand nombre de clients ;
- le niveau d'intégration du numérique vis-à-vis des clients.
- La stratégie de digitalisation pour les processus de décaissement, de suivi des remboursements et de reporting, avec des exemples de plateformes ou technologies utilisées ;
- Partenariats existants ou envisagés avec des émetteurs de monnaie électronique ou des Fintechs.

✓ **Couverture géographique (15 points)**

Ce critère est déterminant car la proximité des services avec les clients finaux favorise le remboursement des crédits octroyés. Il se mesure par le niveau d'implantation de l'entité dans la région de l'Extrême-Nord.

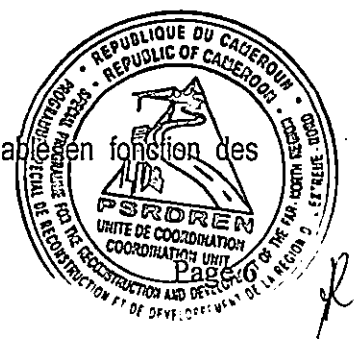
Seuls les candidats ayant totalisé à l'issue de l'évaluation une note technique supérieure ou égale à soixante-dix (70) points sur cent seront pré-qualifiés pour l'appel d'offres restreint.

7. LIEU DE MISE EN ŒUVRE DE LA MISSION

La mission se déroulera dans la Région de l'Extrême-Nord.

8. DURÉE DU CONTRAT DE LA MISSION

La mission couvrira une période de deux (02) ans, éventuellement renouvelable en fonction des performances de l'Institution Financière.



9. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Les renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus aux heures ouvrables à l'Immeuble Siège du PSRDREN sis à Maroua-Pitoaré derrière complexe KALIAO ou à l'Annexe du PSRDREN à Yaoundé, sis à Messa, Carrefour LISSOUCK, avant Camp YAYEP.

10. DÉPÔT DES DOSSIERS DE CANDIDATURE

Les dossiers de candidature devront être soumis en version physique sous pli fermé au plus tard quinze (15) jours ouvrables à compter de la date de publication du présent avis, à l'adresse ci-dessous indiquée avec la mention suivante :

« APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT N° 003/25
/AMI/MINEPAT/PSRDREN/RPMGC/2025 du 05 SEPT 2025 pour pré-qualification des institutions financières pour la mise en place des mécanismes de financement des initiatives socio-économiques des femmes et des jeunes du Programme CAP2E.
A N'OUVRIR QU'EN SÉANCE DE DÉPOUILLEMENT ».

L'adresse de dépôt des dossiers de candidature est la suivante :

À l'attention de Monsieur le Coordonnateur du Programme Spécial de Reconstruction et de Développement de la Région de l'Extrême-Nord (PSRDREN) :

En version physique :

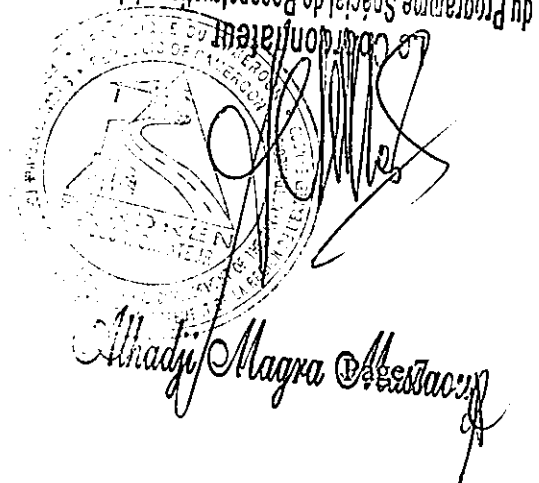
- À Maroua, au Secrétariat du Coordonnateur du PSRDREN sis à Pitoaré, derrière le Club Kaliao ;
- À Yaoundé, au Secrétariat du Coordonnateur du PSRDREN, Annexe du PSRDREN sis à MESSA, Carrefour LISSOUCK, avant Camp YEYAP.

Les candidats intéressés peuvent obtenir les termes de référence de l'AMI aux adresses suivantes :

- www.psrden.cm ;
- Secrétariat du Coordonnateur du PSRDREN à Maroua sis à Pitoaré, derrière le Club Kaliao ;
- Secrétariat du Coordonnateur du PSRDREN à Yaoundé, Annexe du PSRDREN sis à MESSA, Carrefour LISSOUCK, avant Camp YEYAP, téléphone (237) 677 08 92 28
par mail : ngomnyetem@yahoo.fr et belofikahenri@psrdren.cm, avec copie à alhadjimagra@psrdren.cm.

Ampliations :

- MINMAP ;
- ARMP.


Alhadji Magra Messaoudy

MODELÉ LETTRE DE MOTIVATION

[ENTÊTE DU SOUMISSIONNAIRE]

Lieu et Date

Ref : AMI

À l'attention de Monsieur le Coordonnateur du Programme Spécial de Reconstruction et de Développement de la Région de l'Extrême-Nord (PSRDREN),

Monsieur le Coordonnateur,

Après avoir examiné l'Appel à Manifestation d'Intérêt cité en référence, nous, soussignés, _____, avons l'intention de soumissionner à l'appel d'offres restreint au cas où notre entreprise serait présélectionnée, en conformité avec toutes les conditions contractuelles et toutes les spécifications du dossier technique (les cahiers des clauses techniques, le bordereau descriptif et quantitatif).

Les documents suivants font partie de notre dossier de manifestation d'intérêt :

- a) la lettre de motivation timbrées, datée et signée par le soumissionnaire ;
- b) la procuration donnant pouvoir en cas de groupement d'entreprises ;
- c) l'accord de groupement notarié, signé entre les membres du groupement attestant que tous les membres de ce groupement sont responsables solidairement de la soumission et si celle-ci est retenue, de l'exécution du Marché (le cas échéant) ;
- d) l'attestation de conformité fiscale timbrée ;
- e) l'attestation de non faillite timbrée, délivrée par les Greffes du Tribunal de Première Instance du domicile du Soumissionnaire;
- f) la copie certifiée par les services du greffe du Registre de Commerce ;
- g) l'attestation et un plan de localisation signé sur l'honneur par le soumissionnaire ;
- h) l'Attestation de non exclusion des Marchés Publics par l'ARMP ;
- i) l'attestation délivrée par la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale certifiant que le soumissionnaire a satisfait à ses obligations sociales vis-à-vis de ladite caisse ;
- j) l'attestation de domiciliation bancaire du soumissionnaire, délivrée par un établissement bancaire ou organisme habilité par le Ministre en charge des Finances du Cameroun ;
- k) numéro d'inscription au registre spécial du Comité National Economique et Financier (CNEF) ;
- l) les Termes de Référence, paraphé sur chaque page, et avec, à la fin du document, la date, la signature et le cachet du Soumissionnaire.

Par notre participation à la présente procédure de manifestation d'intérêt, nous acceptons toutes les conditions de la procédure de sélection, explicitées dans l'avis.

Nous comprenons que vous n'êtes tenu d'attribuer un marché en conclusion de cette procédure.

Signature

Le soumissionnaire





MINISTRY OF ECONOMY, PLANNING AND REGIONAL DEVELOPMENT

SPECIAL PROGRAM FOR THE RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT
OF THE FAR NORTH REGION

COORDINATION UNIT

MINISTRY OF THE ECONOMY, PLANNING AND REGIONAL
DEVELOPMENT

SPECIAL PROGRAM FOR THE RECONSTRUCTION AND
DEVELOPMENT OF THE FAR NORTH REGION

THE COORDINATION UNIT

CALL FOR EXPRESSIONS OF INTEREST
N° 003/25 /AMI/MINEPAT/PSRDREN/RPMGC/2025 of 05 SEPT 2025
for the prequalification of financial institutions for the establishment of financing
mechanisms for socio-economic initiatives for women and young people of the
CAP2E Program

Country Name:	Cameroon
Project Name:	Special Program for Reconstruction and Development of the Far North Region (PSRDREN)
Title of the Consultant's mission:	Pre-qualification of financial institutions for the establishment of financing mechanisms for socio-economic initiatives for women and young people under the CAP2E Program.



1. CONTEXT AND JUSTIFICATION

The Government has made youth employment and integration one of the priority pillars of the National Development Strategy 2020-2030 (NDS30). The NDS30 aims, among other things, at the structural transformation of the economy and the development of human capital and well-being. In this context, the Government has also established a program for territorial development and the promotion of the private sector in the Far North Region, which has had special status as a disaster zone since September 2019. The Government is also committed to the strategy of developing at the regional level for the stabilization and recovery of the resilience of the areas affected by Boko Haram in Lake Chad (SR-SRR).

To accelerate the development of the Far North Region, the Special Program for Reconstruction and Development of the Far North Region (PSRDREN) has been established, with the objective of ensuring socio-economic recovery for lasting peace in the region. Its implementation was decided by the President of the Republic. The overall cost of the PSRDREN amounts to 1,822 billion FCFA. It is divided into four components: the reconstruction component, the infrastructure development component, the socio-economic activities support and adaptation to climate change component, and the governance component.

As part of the implementation of this Program, the PSRDREN Coordination Unit has undertaken with the AfDB the preparation of the Program "Building Capacities and Skills for Employability and Entrepreneurship in the Far North Region of Cameroon" (CAP2E).

CAP2E aims to contribute to the transformation and socio-economic and climate resilience of the Far North Region of Cameroon. It focuses on three key areas:

- Strengthening technical and vocational training establishments to improve the employability of young people;
- Support for entrepreneurship and job creation, particularly for women and young people;
- Upgrading basic social infrastructure, resilient to climate change.

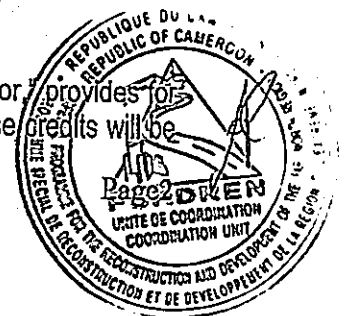
It should be noted that the second component of CAP2E will focus on the START youth programs (young people with business creation ideas or wishing to formalize themselves, selected on the basis of calls for applications), and START women (women with projects or wishing to formalize themselves, selected on the basis of calls for applications) as well as the BOOSTER program (small business development accelerator) which will be selected on the basis of a call for applications.

Despite their essential role in local production and subsistence dynamics, these population categories remain marginalized within traditional entrepreneurship support systems. The structural deficit in access to financing constitutes, as such, a major obstacle to the emergence of their full economic potential, due to multifaceted structural, institutional and sociocultural obstacles.

With this in mind, the establishment of inclusive financing mechanisms for women and youth in the Far North region is likely to bring about sustainable economic, social, and security transformation. To this end, funding is planned to be provided through partner financial institutions in two main forms: lines of credit on the one hand, and grants on the other.

Regarding the grants, these will be implemented within the framework of the "START" program for a maximum amount of four million (4,000,000) FCFA, and will support 400 young people and 500 women with entrepreneurial initiatives or wishing to formalize their activities. This support will be conditional on the presentation and prior approval of a business plan as well as a disbursement plan.

In addition, the "Survival/Booster" program, also known as the "Development Accelerator", provides for the granting of zero-interest microcredits, totaling forty million (40,000,000) FCFA. These



managed by a local financial institution that has entered into an agreement with the Program. The financing, granted on the basis of a validated investment plan and disbursement plan, will cover in particular:

- business expansion projects;
- the steps to prospect for new markets;
- working capital requirements.

This scheme is aimed at 500 very small and small enterprises (VSEs/SMEs) selected following a call for applications. For the implementation of this component 2, it is planned to select a financial institution as a partner of the Program. The purpose of these terms of reference is to define the terms, criteria and procedures governing the selection process of partner financial institutions.

These Terms of Reference detail the selection process as well as the missions of the institutions which will support the CAP2E program for the establishment of financing mechanisms for socio-economic initiatives for women and young people.

2. OBJECT

2.1. Overall objective

The general objective of this operation is to select financial institutions capable of implementing and monitoring the sustainable and inclusive financing mechanism intended for young people and women with business creation ideas or in the formalization phase (START youth and START women programs) and for established entrepreneurs interested in developing their activities (BOOSTER program) in the Far North region.

2.2. Specific objectives

Specifically, for the selected Financial Institution, this involves:

- implement the financing mechanism accessible and adapted to the specific needs of the local context as provided for in the Loan Agreement;
- monitor the use of funds granted to beneficiaries;
- To recover loans granted to beneficiaries.

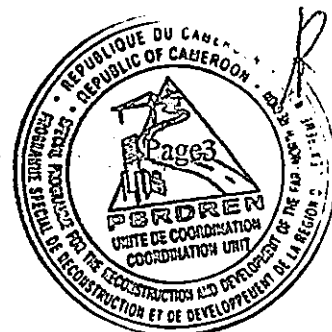
3. PARTICIPATION AND ORIGIN

The financial institution to be selected must meet the following characteristics:

- Have capital held at least 10% by nationals;
- Have an operational presence in the Far North region with at least one agency per department (six);
- Having a partnership with an Electronic Money Issuer would be an asset.

4. FUNDING

The activity is financed by the CAP2E Budget for the 2025 financial year.



5. COMPOSITION OF THE FILE

Candidates for this call for expressions of interest must provide six (06) copies, including one (one) original and five (05) copies marked as such, as well as the following documents:

Volume 1: administrative documents

The administrative file will contain the following documents:

- a) the cover letter stamped, dated and signed by the bidder (see model);
- b) the power of attorney giving authority in the event of a grouping of companies;
- c) the notarized group agreement, signed between the members of the group, certifying that all members of this group are jointly and severally liable for the submission and, if it is accepted, for the execution of the Contract (if applicable);
- d) the stamped registration certificate;
- e) the stamped tax compliance certificate;
- f) the stamped certificate of non-bankruptcy, issued by the Clerks of the Court of First Instance of the Bidder's domicile;
- g) the copy certified by the services of the Commercial Register;
- h) the certificate and a location plan signed on honor by the tenderer;
- i) the Certificate of non-exclusion from Public Procurement by the ARMP;
- j) the certificate issued by the National Social Security Fund certifying that the tenderer has fulfilled its social obligations towards said fund;
- k) the bidder's bank domiciliation certificate, issued by a banking establishment or organization authorized by the Minister in charge of Finance of Cameroon;
- l) registration number in the special register of the National Economic and Financial Committee (CNEF);
- m) the Terms of Reference, initialed on each page, and with, at the end of the document, the date, signature and stamp of the Tenderer.

NB:

- in the event of a grouping, the two companies must each produce the administrative documents listed above with the exception of documents A, H and K which will be produced only by the agent and the other documents will be produced by all members of the grouping.
- the above administrative justifications must be less than three (03) months old on the deadline for submission of offers.
- any submission not accompanied by the above documents and not in accordance with the required model will be rejected.

the production of a falsified document or erroneous information will result in immediate rejection of the offer.

Volume 2: the technical file

The technical file must include:

- a descriptive summary note of three pages maximum (major characteristics, players market share, territorial coverage and other relevant indicators);



- documents justifying similar experiences in the implementation of this type of device;
- a methodological deployment note for the implementation of this system, with particular emphasis on: (i) proposals for interest rate subsidies; (ii) territorial coverage; (iii) internal arrangements to be implemented; (iv) types and levels of personal contributions from beneficiaries; (v) one or more proposals for financial support for beneficiaries selected under this CAP2E program; (vi) methods/mechanisms for recovering credits; (vii) standard and alternative guarantees.

6. EVALUATION CRITERIA

a) Eligibility criteria

- demonstrate that the structure is legally established and recognized by the regulatory bodies of its sector.
- submit a complete and compliant administrative file;
- submit unfalsified documents in the application file;
- specify the provisions for non-financial support for beneficiaries by Intermediary Organizations (IOs);
- submit the registration number to the special register of the National Economic and Financial Committee (CNEF);
- have a technical score greater than or equal to 70/100.

b) Selection criteria

The evaluation of technical offers will be made on the basis of the criteria below:

- ✓ Proposal for a preferential interest rate (20 points);
- ✓ Processing times for beneficiaries' credit applications (10 points);
- ✓ Experience (20 points)

Proven experience in the field of financial inclusion of more than 10 years (as a financial service provider, technical and financial service providers) is required. This will involve:

- demonstrate knowledge of the sector's issues and key players (financial service providers, technical service providers (TSPs), customers and beneficiaries);
- present references from previous similar experiences in monitoring and managing a line of credit over the last five years for the financing of VSEs, PEs and incidentally SMEs, and if possible in supporting projects with a strong impact on populations, the empowerment of young people and women;
- demonstrate the ability to manage such projects as well as evidence of previous experience: contracts, work orders, references.

✓ Strength of the institution

The financial institution must present evidence of its financial and technical solidity, including:

- the number of years of experience;
- the financial statements for the last 3 accounting years certified without reservation by the auditor.

✓ Adapted methodology (20 points)

A methodological note stating the understanding of the mandate of this mission, accompanied by a work plan accompanied by indicators for monitoring the progress of the project must be submitted, clearly highlighting:

- the missions and objectives of the financial institution;



- understanding the objectives and describing the project strategy;
- project implementation schedule (milestones and deliverables: activity reports).

The methodology must clearly mention the following elements:

- the time required for the deployment of the mechanism following the signing of the agreement;
- the description of the organization that will be set up internally (as well as the roles and responsibilities) for the territorial coverage and implementation of the project;
- credit application processing times.

✓ **Digital inclusion (15 points)**

Two indicators for measuring digital inclusion will need to be specified, in particular:

- the existence of a digital device used by the financial institution to reach a large number of customers;
- the level of digital integration with customers.
- The digitalization strategy for disbursement, reimbursement tracking and reporting processes, with examples of platforms or technologies used;
- Existing or planned partnerships with electronic money issuers or Fintechs.

✓ **Geographic coverage (15 points)**

This criterion is decisive because the proximity of services to end customers favors the repayment of loans granted. It is measured by the level of establishment of the entity in the Far North region.

Only candidates who have achieved a technical score of seventy (70) points out of one hundred or more at the end of the evaluation will be pre-qualified for the restricted call for tenders.

7. PLACE OF IMPLEMENTATION OF THE MISSION

The mission will take place in the Far North Region.

8. DURATION OF THE MISSION CONTRACT

The mission will cover a period of two (02) years, possibly renewable depending on the performance of the Financial Institution.

9. ADDITIONAL INFORMATION

Additional technical information can be obtained during working hours at the PSRDREN Headquarters Building located in Maroua-Pitoaré behind the KALIAO complex or at the PSRDREN Annex in Yaoundé, located in Messa, Carrefour LISSOUCK, before Camp YAYEP.

10. SUBMISSION OF APPLICATION FILES

Application files must be submitted in physical form in a sealed envelope no later than fifteen (15) working days from the date of publication of this notice, to the address indicated below with the following statements:



"CALL FOR EXPRESSIONS OF INTEREST N° 003/25
/AMI/MINEPAT/PSRDREN/RPMGC/2025 of 05 SEPT 2025 for pre-qualification of financial institutions for the establishment of financing mechanisms for socio-economic initiatives for women and young people under the CAP2E Program.

TO BE OPENED ONLY DURING THE COUNTING SESSION".

The address for submitting application files is as follows:

To the attention of the Coordinator of the Special Program for Reconstruction and Development of the Far North Region (PSRDREN):

In physical version:

- In Maroua, at the Secretariat of the PSRDREN Coordinator located in Pitoaré, behind the Kaliao Club;
- In Yaoundé, at the Secretariat of the PSRDREN Coordinator, PSRDREN Annex located in MESSA, Carrefour LISSOUCK, before Camp YEYAP.

Interested candidates can obtain the AMI terms of reference at the following addresses:

- www.psdren.cm;
- Secretariat of the PSRDREN Coordinator in Maroua located in Pitoaré, behind the Kaliao Club;
- Secretariat of the PSRDREN Coordinator in Yaoundé, PSRDREN Annex located in MESSA, Carrefour LISSOUCK, before Camp YEYAP, telephone: (+237) 677 08 92 28 or by email: ngomnyetem@yahoo.fr and belloufikahenni@psdren.cm with copy to alhadjimagra@psdren.cm.

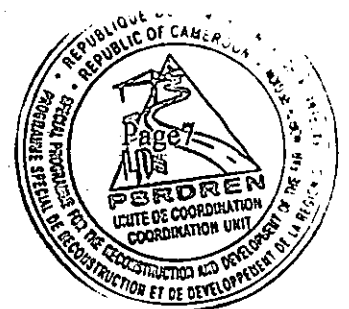
Extensions:

- MINMAP;
- ARMP.

Le Coordonnateur
du Programme Spécial de Reconstruction et de
Développement de l'Extrême-Nord



Alhadji Magra Massara



COVER LETTER SAMPLE

[BIDDER HEADER]

Place and Date

Ref: AMI

To the attention of the Coordinator of the Special Programme for Reconstruction and Development of the Far North Region (PSRDREN),

Mr. Coordinator,

Having examined the Call for Expression of Interest cited in reference, we, the undersigned, _____, intend to submit a tender to the restricted call for tenders in the event that our company is pre-selected, in accordance with all the contractual conditions and all the specifications of the technical file (the technical clauses, the descriptive and quantitative schedule).

The following documents are part of our expression of interest package:

- a) the cover letter stamped, dated and signed by the bidder;
- b) the power of attorney giving authority in the event of a grouping of companies;
- c) the notarized group agreement, signed between the members of the group, certifying that all members of this group are jointly and severally liable for the submission and, if it is accepted, for the execution of the Contract (if applicable);
- d) the stamped tax compliance certificate;
- e) the stamped certificate of non-bankruptcy, issued by the Clerks of the Court of First Instance of the Bidder's domicile;
- f) the copy certified by the services of the Commercial Register;
- g) the certificate and a location plan signed on honor by the tenderer;
- h) the Certificate of non-exclusion from Public Procurement by the ARMP;
- i) the certificate issued by the National Social Security Fund certifying that the tenderer has fulfilled its social obligations towards said fund;
- j) the bidder's bank domiciliation certificate, issued by a banking establishment or organization authorized by the Minister in charge of Finance of Cameroon;
- k) registration number in the special register of the National Economic and Financial Committee (CNEF);
- l) the Terms of Reference, initialed on each page, and with, at the end of the document, the date, signature and stamp of the Tenderer.

By participating in this expression of interest procedure, we accept all the conditions of the selection procedure, explained in the notice.

We understand that you are not required to award a contract at the conclusion of this procedure.

Signature

